



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet des Côtes d'Armor

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention des risques environnementaux

IC n° 2003/5829  
GIDIC : 0522-03418  
MTB

**ARRETE**  
portant autorisation environnementale  
d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement  
le Préfet des Côtes d'Armor

- VU le Code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 2016, autorisant la SCEA ROUXEL à exploiter au lieu-dit "Langouhedre" à Plénée-Jugon un élevage porcin de 4 080 animaux équivalents;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables pour la réalisation, l'entretien et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine;
- VU la demande présentée le 29 juin 2017 et complétée le 29 septembre 2017 par la SCEA ROUXEL représentée par Monsieur Bernard ROUXEL, en vue d'effectuer à Plénée-Jugon, lieu-dit Langouhède :
  - l'extension d'un élevage porcin qui doit comprendre après projet 5 744 animaux équivalents et 3600 emplacements et la mise à jour de la gestion des déjections ;
- VU la saisine de l'autorité environnementale le 18 octobre 2017 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 08 novembre 2017 ;
- VU la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 18 octobre 2017 ;
- VU la consultation des conseils municipaux de PLENÉE-JUGON, BROONS, JUGON LES LACS COMMUNE NOUVELLE, LE MENE, SEVIGNAC et TRAMAIN ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 janvier 2018 au 23 février 2018 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Plénée-Jugon pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- VU le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 04 mai 2018 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 25 mai 2018 ;

**CONSIDERANT** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que lorsqu'une demande d'autorisation de projet d'activités, installations, ouvrages et travaux prévus à l'article L 181-1 du code de l'environnement est formée entre le 1er mars et le 30 juin 2017, le pétitionnaire peut opter pour qu'elle soit déposée, instruite et délivrée selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

**CONSIDERANT** que le bâtiment en projet doit être implanté à distance réglementaire des tiers et des cours d'eau;

**CONSIDERANT** qu'il y a une intégration paysagère du site pour les habitants de LANGOUHEDRE et que l'élevage est très bien tenu;

**CONSIDERANT** qu'il n'y a pas eu d'observations lors de l'enquête publique, qu'un avis favorable a été émis d'une part, par le commissaire enquêteur et que des réponses ont été apportées à ses recommandations et que, d'autre part, des avis ont été formulés par les conseils municipaux et par les services consultés;

**CONSIDERANT** que le respect des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) s'imposent à l'installation du fait de son statut d'IED.

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor,

#### ARRÊTE :

#### Article 1er - Bénéficiaire et portée de l'autorisation :

L'arrêté préfectoral du 9 décembre 2010, modifié le 2 mars 2016 est abrogé.

##### 1. 1. - Exploitant titulaire de l'autorisation

La SCEA ROUXEL, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit "Langouhèdre" sur la commune de PLENÉE-JUGON est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de **3 600 emplacements pour les porcs de production de plus de 30 kg et 5 744 animaux équivalents.**

##### 1. 2. - Nature des installations

##### 1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Élevage intensif	Élevage de porcs	Nombre total d'emplacements	b) > 2000	1 place = 1 emplacement	<b>3600</b>	Emplacements
2102	1)	A	Élevage, vente, transit, etc. de porcs	Élevage	Classé au titre de la rubrique n° 3660	/	Reproducteur = 3 AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1 AE Porcelet sevré = 0,2 AE	<b>5744</b>	AE

A : (autorisation) ;

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 Kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6. b)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

"L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau".

#### 1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
PLENEE-JUGON	Élevage porcin	ZV	N°s 95 - 97 - 98

#### 1. 2. 3. - Effectifs autorisés

Type de production	Places animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	AE maternité : 312 AE gestante-verraterie : 1200	524	460
Porcs charcutiers (> 30 kg)	3600 AE	3600	10400
Porcelets	588 AE	2940	15000
Quarantaine	44 AE		

#### 1. 2. 4. - Conformité au dossier de demande d'Autorisation :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

## **Article 2 - Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs :**

### **2. 1. - Effectifs**

2. 1. 1. - Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre d'animaux, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Dans le cas où le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés au titre de la législation sur les installations classées.

### **2. 2. - Alimentation biphase**

2. 2. 1. - L'alimentation biphase en place est maintenue à l'ensemble du cheptel.

2. 2. 2. - Le pétitionnaire doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

### **2. 3. - Raclage en V**

2. 3. 1. - conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, l'élevage doit disposer d'une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête du lisier par raclage en "V" (système TRAC) des 1 800 places engraissement (produisant deux coproduits ci-après dénommés "résidus organiques" et "lisier raclé);
- un hangar de stockage du résidu organique produit de 180 m<sup>2</sup>;

2. 3. 2. - La production annuelle de porcs charcutiers produits sur raclage en "V" ne doit pas dépasser 5 100 animaux.

### **2. 4. - Prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers :**

2. 4. 1. - Une partie des déjections de cet élevage soit 4 990 m<sup>3</sup> de déjections liquides (urine et lisier brut), correspondant à 14 183 unités d'azote et 8 028 unités de phosphore est prise en charge annuellement par le GIE DE LANGOUHEDRE dont la SCEA ROUXEL est membre.

2. 4. 2. - Pour les lisiers acheminés vers l'unité de traitement, un cahier d'enlèvement est tenu à jour par l'éleveur avec la date et la quantité de lisier enlevé.

2. 4. 3. - En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de l'unité de traitement, le lisier doit être stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. L'inspection des installations classées doit être immédiatement prévenu.

2. 4. 4. - En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt prolongé et après saturation des capacités de stockage, soit toute activité doit être interrompue sur le site et les animaux transférés dans des installations autorisées, soit les effectifs doivent être ajustés aux capacités d'exportation du plan d'épandage exploité en propre.

2. 4. 5. - Une partie de l'effluent épuré correspondant à 475 unités d'azote et 949 unités de phosphore par an doit être reprise du GIE DE LANGOUHEDRE.

Les épandages de lisiers bruts et d'effluents épurés sont consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe du présent arrêté. Ce cahier de fertilisation est annexé au cahier d'exploitation.

## **Article 3 - Prescriptions particulières SECURITE :**

3. 1. - L'installation électrique est conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3. 2. - L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3. 3. - Compte tenu des éléments transmis dans le dossier, les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie doivent être réalisés de manière à disposer simultanément et en permanence d'un débit de 180 m<sup>3</sup>/heure.

Le dimensionnement des besoins en eau est calculé sur une base de deux heures soit 360 m<sup>3</sup>.

A proximité du site, les ressources en eau recensées pour faciliter la mise en oeuvre des secours sont les suivantes :

La lagune exploitée par le GIE DE LANGOUHEDRE d'une capacité de 13 900 m<sup>3</sup> doit servir de réserve d'eau en cas d'incendie.

Par ailleurs, une borne incendie se situe à 300 mètres au sud-est des bâtiments de l'exploitation à proximité de la route départementale 782.

#### **Article 4 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers :**

4. 1. - Les inspecteurs des installations ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

4. 2. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, est placé un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits après raclage.

4. 3. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

4. 4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières doivent être effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

4. 5. - Débits et flux de pollution entrant dans le raclage en "V" :

Lisier brut	Flux annuel maximal
Volume	2593 m <sup>3</sup>
N Global	12 661 kg
P205	5 715 kg

4. 6. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits issus du raclage en "V" :

4. 6. 1. - coproduits à transférer

Résidus organiques	Flux annuel
Tonnage	919 t
N Global	7 202 kg
P205	5 043 kg

4. 6. 2. - coproduits TRAC liquide

Lisier raclé	Flux annuel
Volume	1 674 m <sup>3</sup>
N Global	5 459 kg
P205	672 kg

4. 7. - lisier brut

Lisier brut	Flux annuel
Volume	8 294 m <sup>3</sup>
N Global	23 574 kg
P205	13 343 kg

4. 8. - déjections liquides

Coproduits Trac liquide + lisier brut	Flux annuel
Volume	9 968 m <sup>3</sup>
N Global	29 033 kg
P205	14 015 kg

#### 4. 9. - déjections liquides à transférer vers GIE DE LANGOUHEDRE

Lisier brut + coproduits Trac liquide	Flux annuel
Volume	4 990 m <sup>3</sup>
N Global	14 183 kg
P205	8 028 kg

#### 4. 10. - déjections à épandre

Déjections liquides + effluent épuré en provenance du GIE DE LANGOUHEDRE	Flux annuel
Volume	9 724 m <sup>3</sup>
N Global	15 325 kg
P205	6 936 kg

#### 4. 11. - Autosurveillance : suivi

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement (raclage en "V");

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé de volume de résidus organiques produits;

Les vérifications et les mesures de volumes sont consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation de traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

#### 4. 12. - Autosurveillance : bilan matière

4. 12. 1. - L'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières semestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes de lisier raclé;
- une analyse du lisier raclé (MS, NK, Pt, K20). L'échantillon doit être représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation);
- un bilan des volumes du résidu organique;
- une analyse des résidus organiques (MS, NK, Pt, K20). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus;

Les bilans sont adressés semestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

#### 4. 13. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique. Il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

### Article 5 - Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits et lisiers :

5. 1. - Le lisier brut et le lisier raclé doivent être stockés dans des fosses et pré-fosses d'un volume total de 3 894 m<sup>3</sup>.

5. 2. - Les résidus organiques doivent être stockés dans une fumière étanche et couverte de 180 m<sup>2</sup>.
5. 3. - Tous les ouvrages de stockage doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.
5. 4. - Les épandages de coproduits et de lisier doivent être consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.
5. 5. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que des bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise n'est pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.
- Conformément aux plans et mémoires du dossier, les coproduits obtenus ne peuvent en aucun cas être épandus dans des communes antérieurement situées en zones d'excédent structurel ni dans des communes situées en bassins versant algues vertes excepté celles situées en baie de la Forêt dans le département du Finistère.
5. 6. - Le transport des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage.

#### **Article 6 - Prescriptions en matière de mise en service de l'unité de traitement :**

La mise en service du système de traitement par raclage en "V" doit être réalisée dès la mise en service des 1 800 places engraissement à créer, conformément aux plans et mémoires annexés au dossier.

#### **Article 7 - Prescriptions épandage sur céréales :**

L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales est effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

#### **Article 8 - Nuisances olfactives et acoustiques :**

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives et sonores susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

L'inspection des installations classée peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif et/ou acoustique de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

#### **Article 9 - Equilibre de la fertilisation :**

L'exploitant doit respecter l'équilibre de la fertilisation azotée et phosphorée sur l'ensemble des îlots culturels de son plan d'épandage.

#### **Article 10 - Intégration dans le paysage :**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. Le site d'exploitation et l'ensemble des installations sont maintenus propres et entretenus en permanence.

#### **Article 11 - Forage :**

L'exploitant est autorisé à prélever via le forage existant sur la parcelle cadastrée section ZV n° 95 qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages notamment :

- Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête de forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- Un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé.
- Un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

## **Article 12 - Dispositions communes :**

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **Article 13 - Information des tiers :**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plénée-Jugon pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plénée-Jugon pendant une durée minimum d'un mois ;
- adressée aux communes et autres autorités locales consultées;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois.

## **Article 14 - Délais et voie de recours :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours précisés infra.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour de notification de la présente décision ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - l'affichage en mairie
  - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

**Article 15 - Exécution :**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Plénée-Jugon et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Broons, Jugon-Les-Lacs Commune Nouvelle, Le Mené, Sévignac et Tramain .

Saint-Brieuc, le **- 5 JUIN 2018**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,



Béatrice Obara

